

On s'abonne  
à l'imprimerie  
de 2 francs par an.  
En avant par trimestre  
à 1 franc.

# MESSAGER DE TAHITI.

ANNONCES: 1 fr. biligne  
caractères 9 points  
(petit roman).  
Au COMPTANT.  
S'adresser à l'imprimerie

Payé, le 26 Décembre 1858.

## PARTIE OFFICIELLE.

Le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, arrêté les dispositions suivantes pour la réception de M. le capitaine de frégate Gautier de la Richerie Commandant Particulier de Tahiti.

M. le Chef d'Etat-Major et Messieurs les Directeurs et Chefs de service, se rendront au quai Napoléon, à la cale de la Reine, à 8 h. 30 m. (grande tenue d'été).

Monsieur le commandant particulier débarquera à la cale de la Reine, à sept heures précises.

La batterie de campagne se tiendra prête, et fera, au moment du débarquement de cet officier supérieur, un salut de sept coups de canon.

Aussitôt le salut, M. l'aide-major Vallès prendra son service auprès de M. le commandant particulier.

Monsieur le commandant particulier conduit par M. le chef d'Etat-major, et accompagné de Messieurs les directeurs et chefs de service, se rendra à l'hôtel du gouvernement.

Il sera immédiatement reçu par le Gouverneur qui lui présentera immédiatement Messieurs les directeurs et chefs de service.

A huit heures Sa Majesté la Reine recevra M. le Commandant Particulier qui sera présenté par le Gouverneur et accueilli immédiatement après de S. M. en qu'il l'ôte du Commissaire Impérial P. I.

Au sortir de l'audience de la Reine, M. le Chef d'Etat-Major conduira M. le Commandant Particulier Commissaire Impérial P. I. auprès de Monsieur de l'Antier et des Consuls de S. M. Britannique et des Etats-Unis d'Amérique.

A dater du jour, M. le Commandant Particulier Commissaire Impérial P. I. correspondra seul directement avec le Gouverneur. Toute communication même verbale, se transmettra par son intermédiaire.

M. le Commandant Particulier suppléera également le Gouverneur dans toutes les relations de service mentionnées à la partie officielle du Messager du 21 Septembre 1858.

Le Gouverneur se réserve la présidence des conseils de gouvernement, d'administration et de défense, la correspondance ministérielle et l'ouverture des courriers.

Le Gouverneur,  
SAISSET.

## Conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics.

### TITRE 1<sup>er</sup>.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

##### Mode de traiter.

###### ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Les marchés concernant les entreprises de travaux dans le service des directions, tant pour le compte du service métropolitain que pour celui du service local, seront passés conformément aux dispositions des règlements du 31 Mai 1838 et 31 Octobre 1840, sur la comptabilité publique.

##### Conditions particulières à chaque traité.

###### ARTICLE 2.

Chaque traité énoncera les conditions spécialement applicables à l'entreprise, après approbation du Gouverneur, sauf l'exception mentionnée au 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 24 ci-après.

Il se verra aux présentes conditions générales, en tout ce qu'elles n'auront pas de contraire aux conditions particulières. En conséquence, tout marché stipulera l'obligation, pour l'entrepreneur, de se soumettre aux conditions générales, sous la seule réserve énoncée au présent paragraphe.

Des plans et devis seront préalablement adoptés, toutes les fois que la nature et l'importance des travaux à exécuter le comportent.

##### Durée de garantie de bonne exécution des ouvrages.

###### ARTICLE 3.

Les conditions particulières de chaque traité détermineront la durée des délais de garantie de bonne exécution des travaux, et ouvrages, ainsi que l'espèce et la nature des travaux et ouvrages qui seront affiliés de cette garantie.

Lorsqu'il y aura lieu d'imposer ces délais, ils seront calculés à raison d'un mois pour les travaux d'entretien et de petite réparation, et de trois mois à un an, pour les ouvrages neufs, pour les grosses réparations et pour les grands travaux de terrassement.

##### Plans et devis.

###### ARTICLE 4.

Les plans et devis qui devront servir de base pour l'exécution et pour la recette des travaux seront revêtus de la signature du Gouverneur.

Ils seront communiqués, sans déplacement, avant tout marché ou toute adjudication, et aux lieux indiqués par les annuaires, à toute personne qui, par suite de ces annonces, se présentera pour en prendre connaissance.

Les plans et devis resteront déposés aux archives de la direction qui les aura dressés.

##### Cautonnement et mode de réalisation.

###### ARTICLE 5.

Les entrepreneurs, lorsqu'ils se sont engagés par des clauses particulières de l'entreprise, seront tenus de déposer, pour la garantie de l'exécution de leur marché, un cautionnement dont la quotité sera fixée par les dites conditions, et calculée, en général, à raison du 20<sup>e</sup> de l'importance de l'entreprise.

Lorsqu'à la suite d'adjudication, le cautionnement n'aura pas été réalisé dans le délai d'un mois, à partir de la notification de l'approbation de marché en conseil d'administration, la somme formant le dépôt mentionné au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 12 ci-après sera acquise au trésor public, en la caisse coloniale, selon le service que l'entreprise concernera, et l'adjudication sera déclarée nulle.

Le cautionnement sera réalisé en numéraire; il sera affecté à la garantie des répétitions à exercer contre l'entrepreneur, dans les cas déterminés par les articles des présentes conditions générales.

La restitution du cautionnement, sous la déduction de la partie dont le saisie aurait été prononcé, sera subordonnée à l'accomplissement des formalités prescrites, par les instructions des ministres de la marine et des finances, en date du 25 juillet 1842, lesquelles font suite aux présentes conditions générales.

##### Marchés subordonnés à l'approbation du Gouverneur.

###### ARTICLE 6.

Les marchés par adjudication et les marchés de gré à gré seront toujours subordonnés à l'approbation du Gouverneur, sauf l'exception mentionnée à l'article 30, § 1<sup>er</sup>.

Les marchés seront exécutoires dans toutes leurs clauses, par le seul fait de la notification de leur approbation, par l'Ordonnateur.

La dite notification sera certifiée par le chargé des travaux, sur les expéditions du traité.

##### Droits à la charge des entrepreneurs.

###### ARTICLE 7.

Les droits d'enregistrement des marchés, les frais d'adjudication, y compris ceux d'affiches et de publications, seront à la charge des entrepreneurs.

L'entrepreneur sera tenu de faire imprimer, à ses frais, son marché, et d'en remettre à l'administration le nombre d'exemplaires qui sera déterminé par les conditions particulières. Le tirage n'aura lieu que sur épreuve adoptée par l'Ordonnateur.

A défaut pour les adjudicataires d'acquiescer ces frais dans les délais prescrits, l'administration en fera la retenue sur les premiers paiements à effectuer.

##### Demandes d'indemnités non recevables.

###### ARTICLE 8.

Les entrepreneurs renouent à toute prétention à indemnité pour cause de pertes, de quelque nature qu'elles soient, qu'ils auraient éprouvées en raison de leur entreprise.

Ils renouent pareillement à toute réclamation, pour intérêts ou commission, en raison d'avances de fonds.

##### Cas de décès ou de faillite des entrepreneurs.

###### ARTICLE 9.

En cas de décès des titulaires des marchés, leurs héritiers ou ayant cause ne pourront leur être substitués qu'avec l'approbation du Gouverneur.

La faillite entraîne de droit la résiliation du marché et la saisie du cautionnement, à moins que les ayant cause aient été autorisés par le Gouverneur, en conseil d'administration, à continuer le marché.

##### Contestations jugées administrativement.

###### ARTICLE 10.

Les contestations auxquelles l'interprétation des présentes conditions générales ou des conditions particulières des marchés pourraient donner lieu, seront jugées administrativement.

###### ARTICLE 11.

DISPOSITIONS APPLICABLES À CHAQUE ESPÈCE DE MARCHÉS.

###### SECTION 1<sup>re</sup>.

##### Marchés passés par adjudication publique.

##### Conditions d'admissibilité pour entreprendre les travaux.

###### ARTICLE 11.

Nul ne sera admis à soumissionner une entreprise de travaux, s'il ne justifie qu'il a les qualités requises pour les entreprendre et pour en garantir la bonne exécution. Les soumissionnaires pourront, néanmoins, présenter, en leur lieu et place, un agent principal reconnu capable et dûment agréé par le chef du service compétent, qui conservera la faculté d'exiger son renvoi et son remplacement, si, par négligence, incapacité ou intempérance, il ne se montrait pas apte à bien diriger le service de l'entrepreneur.

##### Dépôt de garantie.

###### ARTICLE 12.

Les soumissionnaires affecteront à la garantie de leurs soumissions, un dépôt dont la quotité sera fixée par le cahier des conditions particulières de l'entreprise, comme cela a lieu pour les marchés de fournitures.

Le recouvrement de ce dépôt sera joint aux dites soumissions.

Le dépôt de garantie des soumissions sera acquis au trésor ou à la caisse coloniale.

Si l'adjudicataire ou son représentant refuse de signer l'engagement transcrit à la suite du procès-verbal d'adjudication.

Si, dans le délai prévu par le deuxième paragraphe de l'article 5 ci-dessus, il n'y a pas réalisé le cautionnement définitif.

Les récessions de dépôt, faits en garantie de soumissions non acceptées, seront rendus aux soumissionnaires ou à leurs représentants, aussitôt après la clôture de la séance d'adjudication.

##### Mode d'adjudication.

###### ARTICLE 13.

Les adjudications auront lieu, sur un seul concours, avec publicité et concurrence, et par voie de soumissions écrites.

Elles auront lieu aux prix de base, ou augmentation ou au rabais sur ces prix.

Les rabais ou augmentations seront proposés à raison de tant pour cent sur les prix de base de l'ensemble des articles composant chaque lot.

Toute offre devra être exprimée en toutes lettres, dans les soumissions.

##### Des soumissions.

###### ARTICLE 14.

Les soumissions devront indiquer les noms et prénoms, la profession et le domicile des personnes qui se présentent comme soumissionnaires.

Elles seront accompagnées:

1<sup>re</sup> Du récépissé mentionné à l'article 12.

2<sup>e</sup> Des pouvoirs donnés par le soumissionnaire, dans le cas où il se ferait représenter dans les opérations d'adjudication ou de réadjudication.

3<sup>e</sup> De toutes justifications de capacité qui seraient imposées aux soumissionnaires ou à leurs suppléants par le cahier des charges de l'entreprise.

## Effet des soumissions jointes aux conditions générales et aux conditions particulières de l'entreprise.

### ARTICLE 18.

Toute soumission par le soumissionnaire, faite sans la présentation, et sans la contre-partie implicite reconnue de ces conditions générales et des conditions particulières de l'entreprise, ainsi que des plans et devis revêtus de la signature du Gouverneur, et comme portant obligation pour le soumissionnaire, de se conformer aux conditions stipulées pour l'entreprise.

### Remise et ouverture des soumissions.

#### ARTICLE 19.

A l'heure indiquée par le cahier des charges et par les avis publiés par le journal officiel, l'Ordonnateur, assisté du directeur compétent et de l'officier du commissariat chargé du détail des travaux, et en présence du contrôleur colonial, ouvrira la séance d'adjudication.

Le cahier des conditions générales, le cahier des conditions particulières de l'entreprise, ainsi que les plans et devis, quant il y aura lieu, seront déposés sur le bureau.

Les soumissionnaires ne seront admis à faire le dépôt de leurs soumissions que pendant l'intervalle des quinze minutes qui suivront le moment de l'ouverture de la séance.

La soumission sera renfermée dans une enveloppe cachetée et contenue avec les pièces à déposer par le soumissionnaire, dans une seconde enveloppe également cachetée, laquelle portera en inscription l'objet de la soumission tabulée que sur la première sera inscrit le nom du soumissionnaire.

Aucune soumission déposée ne pourra être retirée.

Les enveloppes extérieures seront décachées par l'Ordonnateur, et il sera dressé un état des pièces jointes.

Les concurrents sortiront alors de la salle des adjudications, et le président, après avoir consulté les membres de la commission, arrêtera le liste des concurrents agréés. Immédiatement après, la séance redeviendra publique.

Le président annoncera sa décision, sans être tenu de déduire les motifs des évictions qui auraient été prononcées contre les concurrents, auxquels il sera fait remise de leur soumission cachetée.

Les soumissions des concurrents admis seront alors examinées, et il en sera donné lecture à haute voix.

Aucune soumission ne sera admise si elle n'est accompagnée des pièces régulières exigées, soit par le cahier des conditions particulières, soit par les présentes conditions générales, et si elle contient des clauses restrictives et exceptionnelles.

Les soumissions écrites seront rendues immédiatement aux soumissionnaires ou à leurs représentants.

### Adjudication provisoire.

#### ARTICLE 20.

L'Ordonnateur déclarera provisoirement adjudicataire, sous réserve de l'approbation du Gouverneur, le soumissionnaire dont l'offre sera la plus avantageuse.

### Cas d'égalité d'offres.

#### ARTICLE 21.

Si, dans le cas d'égalité d'offres, prévu par l'article 20 du règlement du 31 Octobre 1810, la adjudication qui devra avoir lieu sur de nouvelles soumissions, ne produisant aucun résultat, il sera procédé par le tirage au sort, à la désignation de l'adjudicataire.

Les rabais seront établis à tant pour cent en nombre entier, ils ne pourront être moindres de un pour cent.

Difficultés pendant le cours de l'adjudication.

#### ARTICLE 22.

L'Ordonnateur prononcera, séance tenante, sur les difficultés qui pourraient survenir pendant le cours de l'opération; mention en sera faite au procès-verbal.

Signature de la soumission faisant suite au procès-verbal d'adjudication.

#### ARTICLE 23.

La commission faisant suite au procès-verbal d'adjudication sera signée par l'adjudicataire ou par son représentant.

Les expéditions du procès-verbal d'adjudication contiendront, transmis à la suite l'un de l'autre, et dans l'ordre ci-après, le cahier des conditions particulières, le procès-verbal de l'adjudication, le procès-verbal de adjudication, s'il y a lieu, et enfin, le cahier des charges.

Après l'approbation du Gouverneur, le soumissionnaire agréé sera tenu de se conformer aux conditions stipulées pour l'entreprise.

### Cas où l'adjudicataire peut renoncer à l'entreprise.

#### ARTICLE 24.

Dans le cas où l'approbation du cahier par le Gouverneur n'aurait pas été notifiée à l'adjudicataire dans un délai d'un mois, à partir de la date de l'adjudication, il

serait libre de renoncer à l'entreprise, en déclarant son intention à l'Ordonnateur, soit avant la notification, soit dans les dix jours qui la suivront; à l'expiration de ce dernier délai, il sera censé vouloir donner cours à son marché.

En cas de renonciation dans les délais fixés, il serait dûment mais-lévé à l'adjudicataire de son dépôt, en conformité des dispositions de l'article 12 ci-dessus.

### Autre cas où la renonciation est facultative.

#### ARTICLE 25.

Lors de l'approbation du Gouverneur donnée au marché, ou dans le cours de l'exécution des travaux s'il était devenu nécessaire d'apporter des changements au projet ou au devis, et si ces changements les modifiaient, en opérant sur le prix total une différence de plus d'un sixième en plus ou en moins, l'entrepreneur sera libre de renoncer à son marché. Il devra faire connaître sa détermination à ce sujet, dans les trois jours de la notification qui lui aura été faite.

Passé ce délai, le marché aura son cours, et l'entrepreneur devra se conformer aux changements notifiés; il lui sera tenu compte de ces changements, soit en plus, soit en moins, aux prix de l'adjudication, sans qu'il puisse, par ces de réduction, prétendre aucun indemnité, en raison des bénéfices qu'il aurait pu faire sur les fournitures ou sur la main-d'œuvre.

### Réalisation du cautionnement.

#### ARTICLE 26.

Après la notification de l'approbation du marché par le Gouverneur, l'adjudicataire remplira, en ce qui le concerne, les formalités nécessaires pour la conversion du dépôt de garantie de sa soumission en cautionnement définitif.

#### SECTION 2.

### Marchés passés de gré à gré.

### Forme des marchés de gré à gré

#### ARTICLE 27.

Les marchés passés de gré à gré seront, par application de la faculté laissée à l'administration, pour les cas déterminés par l'article 26 du règlement du 31 Octobre 1810 sur la comptabilité publique, débattus entre des commissions spéciales et les entrepreneurs, sous la réserve de l'approbation du Gouverneur.

Les conditions particulières du marché pourront, dans ce cas, être tirées dans le corps même du marché ou de la soumission, sans avoir été écrites préalablement et à part.

## TITRE 3.

### DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

#### ARTICLE 28.

L'entrepreneur ou son agent principal, sera tenu d'être domicilié à proximité des travaux, et de faire connaître le lieu de ce domicile à l'administration.

Pendant la durée de l'entreprise, il ne pourra s'éloigner du lieu des travaux qu'après avoir fait servir par le directeur compétent un représentant capable de le remplacer, et auquel il aura donné pouvoir écrit et en deux exemplaires, en son lieu et place, dans tous les actes relatifs à l'entreprise.

A défaut de l'accomplissement des obligations ci-dessus, il sera fait sur les sommes dues à l'entrepreneur pour les travaux exécutés et les approvisionnements faits, une retenue qui sera fixée par les conditions particulières.

### Défense de sous-traiter.

#### ARTICLE 29.

L'entrepreneur ne pourra céder tout ou partie de son entreprise. Toute infraction à cette clause pourra entraîner la résiliation des marchés. Dans ce cas, le cautionnement sera remis au trésor public ou à la caisse coloniale, et il sera procédé à une nouvelle adjudication.

Ne sont pas comprises dans cette interdiction les transactions particulières que l'entrepreneur pourrait faire avec des chefs ouvriers ou autres, pour l'exécution des ouvrages spéciaux, autres que la maçonnerie nécessaire à l'entreprise; mais ces transactions ne dégageront l'entrepreneur d'aucun des charges résultant de son marché.

### Mise en train des travaux.

#### ARTICLE 30.

Dans les entreprises ordinaires, à l'époque fixée par le marché, l'entrepreneur mettra la main à l'œuvre, il s'occupera constamment d'un nombre suffisant d'ouvriers sur les chantiers; il se conformera strictement, dans l'exécution des ouvrages, aux plans, profils, tracés, instructions, ordres de service qui lui seront donnés par le directeur ou ses délégués.

Quand aux travaux des entreprises non délimités, l'entrepreneur ne commencera aucun ouvrage sans en avoir reçu l'ordre par écrit du directeur, enregistré au bureau des travaux. Il conservera ces ordres, et ce n'est qu'en

les représentant qu'il pourra réclamer, le paiement des ouvrages exécutés. Il déclinera, en conséquence, toute demande qui se présenterait par une autre voie.

### Obligations de l'entrepreneur.

#### ARTICLE 31.

Au moyen des prix consentis et approuvés, l'entrepreneur fera l'achat, la fourniture, le transport, la façon, il pose, l'emploi de toutes les matières.

Il soldera les salaires et primes d'ouvriers, les cotisations, maîtres et autres agents qu'il emploiera, pour assurer la parfaite exécution des ouvrages.

Il ne pourra, sous prétexte d'erreur ou d'omission dans la composition du prix, réclamer aucune modification au prix.

Il pourra, si y a lieu, se faire contre les erreurs graves imputées aux dimensions d'ouvrages.

### Changements en cours d'exécution.

#### ARTICLE 32.

L'exécution pendant le cours du travail, les changements qui lui seront ordonnés, par écrit, sous la responsabilité du directeur. Il lui sera tenu compte de ces changements, suités, soit en plus, soit en moins, sans qu'il puisse, conformément aux dispositions de l'article 30 ci-après, s'appuyer sur le fait de travaux non compris au devis.

Il ne remplira aucune fondation, ne couvrira aucun ouvrage terminé, et généralement ne commencera aucun travail, sans ordre ou autorisation, par écrit, du directeur et sans que les attachements nécessaires aient été pris contradictoirement.

Les dépenses qui figureront sur les carnets des conducteurs ou gardes ne constitueront titre pour les entrepreneurs qu'autant qu'elles ont été admises par les directeurs.

Lorsque l'administration jugera convenable de faire préparer des modèles pour certains ouvrages, l'entrepreneur devra fournir connaissance de ces modèles et s'y conformer exactement.

### Ouvrages non prévus.

#### ARTICLE 33.

S'il est jugé nécessaire d'exécuter des parties d'ouvrages non prévus par le devis, les prix en seront réglés d'après ceux de l'adjudication, par assimilation aux ouvrages les plus analogues. Dans le cas d'une impossibilité absolue d'assimilation, les prix seront réglés sur estimation contradictoire, en prenant pour terme de comparaison les prix de matière et ceux de main-d'œuvre.

Lorsque la valeur de ces parties d'ouvrage excéderait 500 f, il en sera fait un état motivé, et elles feront l'objet d'un marché supplémentaire, passé dans les formes déterminées à la section 2 du titre 2.

### Police des chantiers.

#### ARTICLE 34.

Les agents et les ouvriers de l'entrepreneur employés dans l'enceinte des établissements publics seront soumis aux règlements généraux de police en vigueur dans ces établissements.

Ils devront se conformer aux dispositions concernant l'ouverture et la fermeture de ces établissements, la reprise à la cessation des travaux, l'entrée et la sortie des matières, l'usage et l'extinction des feux, et tout ce qui se rattache à la sûreté et à la police des établissements.

Les demandes exceptionnelles que les entrepreneurs feront dans le cas de former, quant aux jours et aux heures de travail, seront soumises à visa motivé du chef de service, avant d'être présentées au Gouverneur.

### Règlements de service.

#### ARTICLE 35.

Le directeur compétent fera tous les règlements nécessaires pour le bon ordre des travaux ou pour l'exception des clauses du devis.

L'entrepreneur, ses agents et ses ouvriers seront soumis, en ce qui regarde le service, aux ordres du directeur, ainsi qu'à ceux des conducteurs, gardes et piqueurs qui pourraient être commis à la surveillance des travaux.

Il ne pourra, néanmoins, jamais arguer de la présence du directeur ou de ses délégués sur les travaux pour se dégager de la responsabilité qu'il encourrait par suite de malices, mauvaise qualité des matériaux ou différences des dimensions ou poids avec ceux portés aux devis ou ordres écrits.

Il sera tenu d'accompagner le directeur dans la visite des travaux, toutes les fois qu'il en sera requis.

### Action du directeur sur les agents de l'entrepreneur.

#### ARTICLE 36.

L'entrepreneur sera seul et personnellement responsable, envers l'administration, des faits qui pourront, lors attribués aux commis, aux maîtres, aux chefs d'ateliers et autres agents employés par lui à la surveillance et à l'exécution des travaux.

S'il est reconnu qu'il y a eu fraude ou malversation

dans les fournitures, la qualité ou l'emploi des matériaux, il serait procédé conformément à l'article 39 ci-après.

Le directeur aura le droit d'apprécier le changement ou le renvoi des ouvriers ou des agents de l'entrepreneur, pour cause d'insubordination, d'incapacité ou de défaut de probité.

#### Nombres et liste des ouvriers.

ARTICLE 35.

Le nombre d'ouvriers de toutes professions sera toujours proportionné à la quantité d'ouvrage de chaque espèce à exécuter.

Le directeur s'assurera de l'exécution de cette disposition en se faisant remettre périodiquement, par l'entrepreneur, une liste nominative des ouvriers employés sur les travaux.

#### Ouvriers blessés sur les travaux.

ARTICLE 36.

Les ouvriers à la solde de l'entrepreneur qui recevront sur les travaux des blessures dûment constatées, seront admis et traités à l'hôpital militaire aux frais de la colonie; toutefois, cette admission ne pourra donner lieu à aucune allocation de solde par l'Etat ou la colonie, en faveur de ces ouvriers.

#### Outils, équipages et faux frais de l'entreprise.

ARTICLE 37.

Indépendamment des indemnités mises à sa charge dans le cas spécifié à l'article 37 ci-après, l'entrepreneur sera tenu de se pourvoir, à ses frais, des magasins, d'équipages, de voitures, d'outils et d'outils de toute espèce, sauf les exceptions qui seront stipulées au devis.

Seront également à la charge de l'entrepreneur, les frais de transport d'ouvrages, de canoës, de piquets, de galons, et généralement tout ce qui constitue les faux frais et les menues dépenses dont un entrepreneur n'est pas admis à compléter.

Lorsque sur l'autorisation du Gouverneur, l'administration aura mis à la disposition de l'entrepreneur, pour l'exécution des travaux à sa charge, des hommes, des machines ou des appareils non prévus au marché, le remboursement de la dépense sera fait au trésor public ou à la caisse coloniale sur ordre de versement de l'ordonnateur.

#### Matériaux.

ARTICLE 38.

Les matériaux seront tirés généralement du commerce ou pris dans les lieux indiqués au devis; dans ce cas, l'entrepreneur y pourvoira des carottes à ses frais.

Il sera tenu avant de commencer les extractions, de prévenir les propriétaires suivant les formes déterminées par les règlements. Il paiera, sans recours outre l'administration, et en se conformant aux lois et aux règlements sur la matière, tous les dommages qu'auront pu occasionner la prise ou l'extraction, le transport ou le dépôt des matériaux, ainsi que les indemnités pour établissement de chantiers et chemins de service.

L'entrepreneur ne sera nullement soldé, et ne pourra recevoir le montant de la release de garantie stipulée au cahier des conditions particulières, ni la main levée de son cautionnement, qu'après avoir justifié, par des quittances en forme, qu'il a payé les indemnités et dommages mis à sa charge par le présent article.

#### Changement de lieux d'extraction ou de production.

ARTICLE 39.

Si pendant la durée de l'entreprise, l'état reconnait indispensable d'extraire ou de tirer des matériaux d'autres carrières ou lieux d'origine que ceux indiqués au devis, l'entrepreneur devra se conformer aux ordres écrits qu'il recevra à ce sujet du directeur; mais les changements qu'il résulteront pour les prix seraient réglés suivant les dispositions de l'article 30 ci-dessus.

Si l'entrepreneur venait à découvrir de nouvelles carrières plus rapprochées du lieu des travaux ou d'une exploitation plus facile que celles indiquées au devis, et offrant des matériaux d'une qualité au moins égale, il recevra l'autorisation de les exploiter, sous les conditions posées à l'article 37 ci-dessus, et il ne subira sur les prix de l'adjudication aucune déduction en raison de la diminution des frais qui en résulteront pour l'extraction, le transport et la taille des matériaux.

Dans aucun cas, l'entrepreneur ne pourra livrer au commerce les matériaux qu'il aura fait extraire d'un carrière qui ne lui appartiendra point le droit d'exploitation ne lui ayant été conféré qu'en sa qualité d'entrepreneur des travaux publics, et pour un objet déterminé.

#### Qualité des matériaux comment déterminée.

ARTICLE 40.

Les matériaux devront provenir, sauf les exceptions

prévues à l'article précédent, des lieux indiqués au devis, et seront de la meilleure qualité, parfaitement travaillés et mis en œuvre conformément aux règles de l'art. On ne pourra employer qu'après qu'ils auront été visités par le directeur ou par un coadjuteur, ou par le directeur.

Nonobstant cette recette préalable, et pour la réception définitive des travaux, les dits matériaux pourront, en cas de surprise, de mauvaise qualité ou de malice, être refusés par le directeur; ils seront alors remplacés aux frais de l'entrepreneur.

Toutefois, si l'entrepreneur conteste les faits, le directeur dressera immédiatement procès-verbal de la contestation; l'entrepreneur pourra consigner à la suite de ce procès-verbal, qui devra lui être communiqué, les observations qu'il se croirait en droit de présenter; il sera ensuite statué sur le tout par l'administration.

Les matériaux refusés pourront recevoir, par les soins du directeur, une marque particulière, destinée à empêcher qu'ils ne soient représentés aux chantiers, pourvu que cette marque ne les détermine pas.

Les matériaux refusés sur les chantiers de l'état devront être évacués par l'entrepreneur et à ses frais, dans les délais qui lui seront prescrits par le directeur. Ces délais expirés, l'administration aura le droit d'en faire occuper le transport d'office, aux frais et risques de l'entrepreneur, et de retenir ces frais sur les sommes à lui payer, et à lui en faire passer le montant.

Sont considérés comme chantiers de l'état, tous chantiers prévus par l'entrepreneur, et les autres non élus, établis à pied d'œuvre ou à proximité des travaux en cas d'exécution.

#### Dimensions des matériaux.

ARTICLE 41.

En général, tous les matériaux d'ont avoir les dimensions et poids prescrits par le devis ou par les ordres d'exécution.

Si l'entrepreneur aura donné des dimensions plus fortes, il ne pourra revendiquer aucune augmentation de prix; les ouvrages et les devis seront basés sur les dimensions et les poids portés au devis.

Si au contraire, les poids et dimensions sont plus faibles, les prix seront réduits en proportion.

Si, dans l'un ou l'autre cas, l'excès ou la diminution des poids et dimensions ne sera tel que le directeur jugera que l'emploi des dits matériaux ne présente aucun inconvénient, et qu'il n'est contraire ni au bon goût, ni à la solidité; autrement, ces matériaux seraient refusés et les devis aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse élever de contestation, car sur le fait de la différence des poids ou des dimensions.

#### Cessions de poudre.

ARTICLE 42.

Il pourra être fait par les magasins de l'état, des cessions de poudre pour l'exécution des travaux confiés aux entrepreneurs. Les délivrances seront faites sur la demande venue par le directeur, approuvée par le Gouverneur, et après liquidation.

#### Démolitions d'anciens ouvrages.

ARTICLE 43.

Lorsque l'entrepreneur aura à démolir d'anciens ouvrages, les matériaux seront déblayés avec soin, pour être employés à de nouvelles constructions, réparées et remployés, s'il y a lieu.

Dans le cas où le prix des démolitions n'aurait pas été prévu au devis, il en serait tenu compte à l'entrepreneur conformément aux dispositions des articles 33 et 38 ci-dessus.

#### Emploi des matériaux appartenant à l'Etat.

ARTICLE 44.

Toutes les fois que, par des motifs d'économie ou de célérité, l'administration croira devoir employer des matériaux neufs ou de fabrication appartenant à l'Etat, l'entrepreneur ne sera payé que des frais de transport et de dépôt, sans pouvoir prétendre à indemnité pour manque de gains sur les fournitures suppléantes.

#### Exécution en régie de travaux non compris au devis.

ARTICLE 45.

Les épaves et travaux divers, dépendant d'une entreprise, et qui, d'après leur nature et les stipulations du marché, devront être faits en régie, seront constatés par des attestations et des états de contrôle tenus sous la surveillance du directeur. Les dépenses relatives seront acquittées par l'entrepreneur, à la fin de chaque mois ou plus souvent, s'il y a lieu, suivant le mode prescrit par l'article ci-après.

#### Paiement des dépenses et remboursement à l'entrepreneur.

ARTICLE 46.

Les dépenses en main d'œuvre et faites en vertu de l'article précédent seront acquittées sur des états rendus par le directeur; ces états, pour être admis en compte, devront être rapportés par l'entrepreneur avec l'embarquement des parties prescrites.

Les fournitures diverses seront justifiées par des mémoires dûment réglés par le directeur, et quittances par les fournisseurs.

Le montant des sommes payées sera remboursé à l'entrepreneur avec une augmentation de 3 p. 100 pour le dédommagement de ses avances de fonds et de ses peines et soins dans la conduite des travaux.

#### Cession ou ajournement indéfini des travaux.

ARTICLE 47.

Lorsque dans une entreprise définie, l'administration

ajournera la cessation absolue des travaux adjugés ou leur ajournement pour plus d'une année, soit avant, soit après un commencement d'exécution, l'entrepreneur aura le droit de demander la résiliation de son marché.

Si les travaux ont reçu un commencement d'exécution, l'entrepreneur pourra réclamer qu'il soit procédé immédiatement à la réception provisoire des ouvrages exécutés; et à leur réception définitive, après l'expiration des délais de garantie.

Les matériaux approvisionnés par ordre du directeur et déposés sur les chantiers, sans remplir les conditions du devis, seront acquis par l'Etat au prix de l'adjudication.

Si les matériaux qui ne seraient pas déposés sur les chantiers resteraient au compte de l'entrepreneur.

L'administration pourra, en outre, suivant les circonstances, lui allouer une indemnité dont elle fixera la valeur, mais qui, dans aucun cas, ne devra excéder le tiers de la moitié des dépenses restant à faire, en vertu de l'adjudication.

L'entrepreneur sortant sans être évacué, dans les délais qui lui sont fixés par l'administration ou par le marché, tous les chantiers, magasins et emplacements publics qui auraient été mis à sa disposition pour les besoins de l'entreprise.

#### Mesures coercitives en ce qui concerne l'exécution des marchés sur série de prix.

ARTICLE 48.

Si, dans le cours des marchés sur série de prix, l'entrepreneur a avant pas exécuté des travaux aux dépenses fixées par les ordres écrits du directeur par le marché, il sera mis en demeure, par l'administration, de présenter ses justifications dans un délai qui ne pourra excéder cinq jours.

Si le produit pas ses justifications dans ce délai, ou si ses justifications ne sont pas admises, il en sera tenu compte au Gouverneur qui, s'il y a lieu, l'exécution des travaux en retard aux frais et risques de l'entrepreneur, soit en régie, soit par des conventions ou marchés d'urgence. Le montant des dépenses ainsi faites et dûment constatées sera retenu sur les sommes dues à l'entrepreneur, ou imputé, au besoin, sur son cautionnement.

En cas de récidive dans le cours d'une même année, le marché pourra être résilié, et le cautionnement acquis en totalité ou à la caisse coloniale.

#### Règle aux frais et risques de l'Entrepreneur.

ARTICLE 49.

Dans le cas d'une entreprise définie, par des plans, devis et avant-métrés, lorsque l'entrepreneur ne sera pas conforme aux clauses du marché ou aux ordres de service qui lui auront été donnés, l'administration sur l'avis du directeur, le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai déterminé. Ce délai, sauf les cas d'urgence, ne sera pas de moins de huit jours, à dater de la notification. Le marché sera résilié.

A l'expiration de ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, ou si n'a pas justifié de circonstances de force majeure, le Gouverneur pourra, provisoirement, l'établissement d'une régie aux frais et risques de l'entrepreneur; dans ce cas, si le travail n'est immédiatement en présence de celui-ci ou lui démonte appliqué, à l'initiative du directeur du matériel de l'entreprise.

Dans la prochaine séance du conseil de Gouverneur, le Gouverneur prononcera, s'il y a lieu, la main levée définitive de la régie ou la résiliation du marché, en cas de résiliation, le cautionnement sera acquis au Trésor public ou à la caisse coloniale.

L'entrepreneur sera autorisé à suivre les opérations de la régie, quand elle sera maintenue, sans pouvoir toutefois, entraver l'exécution des ordres du directeur ou de ses subordonnés.

Il pourra d'ailleurs se faire relever de la régie, si justification des moyens nécessaires pour reprendre les travaux est faite au bénéfice.

#### Imputation des frais de régie.

ARTICLE 50.

Dans le cas prévu par l'article précédent, les excédents de dépense qui résulteront de l'exécution des ouvrages en régie, seront prélevés sur les sommes qui pourront être dues à l'entrepreneur, et, au besoin, sur son cautionnement.

Si la régie ou les marchés amènent au contraire une diminution dans les dépenses, l'entrepreneur ne pourra réclamer aucune part de ce bénéfice qui restera acquis au Trésor public ou à la caisse coloniale.

#### Autres mesures coercitives.

ARTICLE 51.

Dans le cas d'insécution prévu par l'article 48, à la suite desquels l'administration n'aurait pas eu recours aux mesures que ce même article l'autoriserait à appliquer, elle fera faire à l'entrepreneur, en règlement de compte, une retenue de 3 p. 100 pour chaque année de retard, sauf les cas de force majeure dûment constatés par les ordres du directeur ou mentionnés aux carnets des conducteurs; ces mentions devront être sanctionnées par le directeur.

#### Vices d'exécution dans les travaux.

ARTICLE 52.

Lorsque le directeur présumera qu'il existe dans les ouvrages quelques vices d'exécution, il ordonnera, soit pendant la durée des travaux, soit avant la recette définitive, la démolition des ouvrages ou des parties d'ouvrages présentant vices.

Les dépenses résultant de cette vérification seront à la charge de l'entrepreneur, lorsque des vices de construction auront été reconnus et constatés.

En cas de contestation de l'entrepreneur sur les vices d'exécution, il sera procédé conformément aux dispositions de l'article 38 ci-dessus.

**Pertes, avaries, cas de force majeure.**

**ARTICLE 53.**  
L'entrepreneur aura droit à une action indemnité pour toutes avaries ou dommages occasionnés par égaration, incendie, vol, défaut de moyens, fautes manouvrières, et tout autre événement quelconque, pourvu qu'il soit prouvé par lui-même ou par son assureur, que les pertes ou avaries ont été causées par une des causes ci-dessus énumérées.  
Il ne sera admis aucune réclamation, si elle n'est présentée dans les dix jours après l'événement. Passé ce délai, il ne sera plus admis à réclamer.

**TITRE IV.**  
**RÈGLEMENT DES DÉPENSES ET PAIEMENTS.**  
**Recette des travaux métrés et pesages, pièces justificatives.**

**ARTICLE 54.**  
Toutes les réceptions d'ouvrages auront lieu en présence de l'entrepreneur dûment accrédité à cet effet, ou de son représentant. Si l'entrepreneur ou son représentant ne se présente pas, la réception pourra être faite, et le procès-verbal sera mention de l'incident. Dans ce cas, l'entrepreneur sera admis à présenter aucune réclamation.  
Si, après avoir assisté à la réception, l'entrepreneur s'abstient par son fait ou par celui de son représentant, d'adhérer par son fait ou par celui de son représentant, dans le délai de trois jours après la notification officielle du procès-verbal, présenter ses réclamations au Gouverneur qui statuera, après avoir pris l'avis du conseil de gouvernement, s'il y a lieu.

**Pièces justificatives des paiements.**

**ARTICLE 55.**  
Le paiement pour les travaux des ouvrages faits sera justifié par des bordereaux indiquant, pour chacun des articles portés au devis, les résultats des mesures, ou constatation des quantités, et le décompte au prix de marché.  
L'entrepreneur produira la facture ou le mémoire sommaire, en double expédition, à joindre avec les bordereaux et le procès-verbal de réception, au casant de paiement.

**Règlement des a-compte.**

**ARTICLE 56.**  
Dans les entreprises ordinaires, il pourra être accordé des a-compte à l'entrepreneur, sur le montant des ouvrages faits, ainsi que sur la valeur des matériaux approvisionnés par ordre sur les chantiers, et ce jusqu'à concurrence des deux cinquièmes de ces valeurs.  
A cet effet, il sera dressé des états mensuels de l'avancement des travaux, pour servir au règlement des a-compte à payer.  
Ces états comprendront aussi la valeur des approvisionnements déposés sur les chantiers et reçus provisoirement.  
Le montant des a-compte sera payable de suite, au compte définitif des travaux.  
Dans les entreprises sur séries de prix, les décomptes des ouvrages exécutés et reçus provisoirement, ainsi que les travaux non affranchis par le devis de leur décompte de garantie, dans le cas contraire, l'entrepreneur se recouvrera d'abord, que les deux tiers de la valeur des ouvrages, et le dernier tiers ne sera solde qu'après l'expiration du délai de garantie.  
**Affectation spéciale des matériaux sur les lesquels un a-compte aura été payé.**

**ARTICLE 57.**  
Les matériaux approvisionnés sur les chantiers, et qui auront été compris dans les états d'a-compte, ne pourront être détournés de leur destination sans une autorisation écrite du directeur ou du sous-député.

**Solde des travaux.**

**ARTICLE 58.**  
Le dernier acompte, de la valeur excédant sur le prix des ouvrages soumis à des délais de garantie ne sera payé à l'entrepreneur qu'après la recette définitive des travaux, laquelle sera faite après l'expiration des délais, et sous les justifications probantes exigées par l'article 53 ci-dessus.

**ARTICLE 59.**  
Il ne sera jamais admis d'ajournement, à aucun titre, pendant la durée de l'entreprise, pour cause de retard dans les paiements.

**Retenus au profit des invalides.**

**ARTICLE 60.**  
Conformément à l'article 23 de la loi des finances du 8 Juillet 1852, il sera exercé sur le montant des entreprises une retenue de 2 p. 100, au profit des invalides de la marine.

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES.**  
**Difficultés avec l'entrepreneur.**

**ARTICLE 61.**  
Les contestations qui auront pour objet l'application ou l'interprétation des clauses du devis, seront soulevées par l'ordonnateur au Gouvernement, et conseil de gouvernement.

**ARTICLE 62.**  
Il sera procédé administrativement sur actes constatant les salaires déterminés par les articles 9, 12, 36, 39, 48, 49 et 50, des présentes conditions générales.  
Papeete, le 13 Décembre 1858.

Approuvé  
Le Gouverneur, ROBERT DE ROQUEMONT.  
Le Sous-Député, SAISSET.

**AVIS OFFICIELS.**

La cause qui a été jugée récemment par le Tribunal

criminel des États du Protectorat a démontré au juge, que les Européens et les Indigènes de Tahiti s'exposent journellement à de graves complications de vols, fautes de possession, soulevés par eux sur les objets qu'on leur présente à acheter ou à louer en dépôt.

Chacun doit se montrer très circonspect dans les achats ou dans les dépôts d'objets présentés, pour éviter de s'exposer à l'application des articles 82 et 83 du code pénal sur le recel et la complicité, ainsi qu'on.

**ARTICLE 63.** Crac qui s'accomplissent, surtout, visés à cet égard, des choses enlevées ou dérobées, ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit seront considérées comme complices de ce crime ou de ce délit.

**ARTICLE 64.** Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf le cas où la loi en aurait disposé autrement.

Le mardi, vingt-huit décembre courant, à midi, il sera procédé, dans la cour du Magasin général, à la vente aux enchères des matières et objets dont suit le détail.

- 2,800. M. de machonnoire.
- 1800. caisses de bois.
- 20. barriques diverses.
- 14. pièces de drap.
- 3. pièces d'une.
- 40. barriques.
- 73. boîtes dites du Cap-Horn.
- 42. caillottes.
- 3. pièces de corde viciée.
- 1,180. douilles de piques d'une.
- 150. M. de pièces de bois.
- 93. M. de pièces de bois.
- 1,537. cerceaux en fer pour barriques.
- 2. balaeniers.
- 1. yole.

La vente aura lieu au comptant.  
Le Directeur du Domaine Colonial,  
O DANICAN PHILLODOR.  
**GREFTE DU TRIBUNAL CRIMINEL.**  
*des Îles de la Société.*

Par jugement du 17 décembre 1858, le tribunal criminel des Îles de la Société, faisant application des articles 101 et 143 du code pénal et de la loi du 18 germinal an VII, condamne le nommé Thomas Gosselin, dit Jorgelin, à six jours de prison et au frais de la procédure, pour s'être rendu coupable de vol, commis à bord du navire le Paillote, au préjudice du sieur Doucet, patron.  
Pour extrait conforme:  
Le Greffier,  
V. Dupond.

**BALTIMORE'S SOUS HAUTEUR.**

- 27. Nav. Transport de la marine impériale *Mailleur*, commandé par M. le Deux Lieutenant de vaisseau.
- 28. Dec. Transport de la marine impériale *Infatigable*, commandé par M. Desperles, Lieutenant de vaisseau.
- 29. Nav. Baliseur français *General Fauts*, cap. Lolléon.
- 30. Golette du Protectorat *Sommes*, cap. Clark.
- 31. Amalé Américain *Hydra*, cap. Parker.
- 32. Dec. Américain *Omnia*, cap. Lyden.
- 33. Baliseur Américain *Emily-Morgan*, cap. Chase.
- 34. Golette américaine *Omnia*, cap. Leighton.
- 35. Côté du protectorat *Alma*, cap. Le Maire.
- 36. 3 m. Américain *Modern Times*, cap. Clinton.

Mouvements du port de Papeete du samedi 17 au vendredi 26 Décembre 1858.

- 37. Baliseur Américain *Emily Morgan*, cap. Chase, 357 ton. 38 hommes d'équipage, 4 passagers, venant de Honolulu le 31 janvier, 700 barils d'huile.
- 38. Golette américaine *Sommes*, cap. Leighton, 436 ton. 6 hommes d'équipage et 2 passagers venant de San-Francisco le 26 jours, assésiment.
- 39. Transport de la Marine Impériale *Infatigable*, commandé par M. Desperles, Lieutenant de vaisseau venant de Nubia.
- 40. Côté du protectorat *Alma*, cap. Le Maire, 41 ton. 4 hommes d'équipage venant de Moorea le 1 jour, (4 heures à terre).
- 41. Trois mois Américain *Modern Times*, cap. Overton, 643 ton. 37 hommes d'équipage, 1 passager, venant de Boston en 428 jours, assésiment.

**SORTIS.**

- 42. Golette du Protectorat *Marie-Louise*, Sp. Le Maire, pour les Pomdous et Gambien.
- 43. Brig du Protectorat *Suerre*, cap. Hurd, pour Valparaiso.
- 44. Côté du Protectorat *Alma*, cap. Le Maire pour Moorea.
- 45. Golette du Protectorat *Moum-tani-te-rere*, cap. Opa pour les Îles sous le vent.

**ARRIVÉE.**

- 46. Nav. le Baliseur français *General Fauts*, esté abattu en carène.

**Vente volontaire.**

Le mardi 5 janvier 1859, à une heure de relevée, il sera procédé à la vente de M. Dauchamps, en l'étude de M. le Ministre de M. Auguste Laurent, notaire à Papeete, à la vente aux enchères et à l'extinction des feux, des immeubles ci-après désignés:

**SAYVIA.**

- 1. Un magasin composé de trois pièces avec quatre alcôves y attenant.
- 2. Une magnifique salle de billard avec chambre adjacente de buvette.
- 3. Un magasin à côté de la salle de billard.
- 4. Deux cuisines, un four, pompe, etc.
- 5. Une autre maison propre à être louée en garni, composée de quatre pièces.
- 6. Cinq ou six autres maisons construites en écloserie, divisées en trois pièces ou quatre chambres et deux toilettes.
- 7. Ces Immeubles sont situés à Papeete, au lieu de la Mission Française, et seront vendus au plus offrant et au mieux.

Pour connaître les conditions de cahier des charges, s'adresser au Notaire chargé de la vente.

Signé: Laurent.

**Voluntary sale.**

On Tuesday 5th, 26 January 1859 at one o'clock p.m. in the study of M. Auguste Laurent, public notary at Papeete, through his ministry and at the request of Mr. Dauchamps, it will be proceeded to the sale by public auction at the extinction of the lights, of the following real estate.

**VIZ.**

- 1. A store comprising three rooms with four closets adjoining.
- 2. A magnificent billiard room with bar-room, annexed to it.
- 3. A storeroom on one side of the billiard-room.
- 4. A kitchen with two ovens and pumps etc.
- 5. A four-roomed house suitable for furnished lodgings.
- 6. And lastly a house built in wisting, divided in three compartments: One large room and two closets.

The above estate, situated in Papeete opposite the French Mission will be sold in one lot at a first sale of 9,000 fr.

The clauses and conditions of the cahier des charges can be seen by applying to the notary invested with this sale.

Signed: A. Laurent.

**AVIS.**

L'imprimeur gérant du Gouvernement, prévient M. M. les résidents que tous les jours, au matin, à l'imprimerie, sont livrés des travaux représentatifs, les annonces pour le Messenger et le Vol.

Le journal annuel de Tahiti, pour l'année 1859, se trouve en vente à l'imprimerie. — Prix 5 p. 50 c.

Mr. Victor Dupond et M. Marie ont l'honneur de prier leurs amis et connaissances, auprès, il ne serait point parvenu de leur faire part, de vouloir bien assister au service funèbre qui sera célébré, le 29 de ce mois, à 7 heures du matin, dans l'Eglise paroissiale de Papeete, pour le repos de l'âme de M. Euphémie Dupond, née Marie.

Les Indiens Metua aro et Tairati sont dans l'intention de vendre un terrain nommé Hapiha, situé dans le district de Tiarei.

Les réclamations seront reçues au bureau indigène jusqu'au 30 Janvier 1859.

L'imprimeur gérant J. FAURE.